

SAMIR AMIN (pour Vincent Flament)

L'ISLAM POLITIQUE AU SERVICE DE L'IMPERIALISME

Le projet de l'islam politique n'a pas la dimension sociale nécessaire pour donner leur légitimité aux transformations nécessaires en réponse aux défis du capitalisme. C'est un projet conservateur, tout à fait acceptable par l'ordre mondial du capitalisme, un projet de dictature politique des hommes de religion qui n'exclut pas, mais intègre, les autres composantes du bloc hégémonique réactionnaire : l'armée et la bourgeoisie compradore anti démocratique.

1. L'islam qui se construit à Médine ne se réduit pas à sa seule dogmatique religieuse. Il organise la société dans cette ville. Or le fait est que sur ce plan l'islam a conservé toutes les relations sociales propres à la société arabe de l'époque, de l'organisation du travail, de la propriété, de la prévalence des rapports tribaux et claniques, de la légitimité des pouvoirs établis. A la veille de sa mort le prophète appelle les croyants à obéir aux pouvoirs politiques. C'est l'équivalent du "Rendez à César." L'islam est certainement vécu comme une révolution religieuse, il n'est pas de la nature d'une révolution sociale. L'islam s'inscrit (comme le christianisme, l'hindouisme ou le confucianisme) dans la réalité de l'organisation sociale de son époque. L'islam n'a donc, pas plus que le christianisme ou d'autres religions, de « projet social » qui lui soit propre. L'islam est adopté par la société arabe telle qu'elle est au profit immédiat et complet des classes dirigeantes de cette société, en particulier des chefferies politiques qui avaient été les adversaires du Prophète – Abou Soufian, les Omméyades. Le Califat qu'ils établiront sera donc leur Califat, l'affirmation de leur pouvoir social. Ali Abdel Razek, dans son livre fracassant *L'Islam et les sources du pouvoir*, paru en 1925, applaudissant l'abolition du califat, invite les musulmans à se rallier à une lecture de l'islam religion et non système de pouvoir. Abdel Razek sera condamné comme impie par Al Azhar.

Le fait que l'islam est une religion non un projet social était d'ailleurs la condition de son succès historique. Car la religion en question est capable alors de s'adapter à des sociétés qui sont différentes de celle dans le cadre de laquelle il est né. Au troisième siècle de l'hégire Ibn Hanbal formule un *Credo* qui sera officialisé par le pouvoir et imposé comme seule forme d'interprétation des textes de base, à l'exclusion de toute autre. Le *Credo* réaffirme le dogme de la création, l'éternité du texte coranique (par opposition à son interprétation historiciste relativiste), invite les croyants à accepter le sort que la vie leur réserve, si dramatique soit-il, car il est voulu par Dieu, etc. Un *Credo* parfaitement réactionnaire. Ibn Hanbal est l'inventeur du Parti de Dieu (Hezbollah), qualifiant les 71 autres interprétations possibles de la vie religieuse et sociale (c'est le nombre des « partis » qu'il donne) d'œuvres de Satan. L'islam politique contemporain ne reconnaît rien d'autre que ce *Credo*. De ce fait, l'islam invoqué (dit celui des « ancêtres » - *Islam Salafi*) n'est rien de plus que celui qui allait devenir, à partir du cinquième siècle de l'hégire, l'interprétation religieuse d'un monde désormais bloqué dans son évolution, entré en décadence.

2. L'islam politique contemporain ne propose rien d'autre qu'une version conventionnelle et sociale de la religion, réduite au respect formel et intégral de la pratique rituelle. L'islam en question définirait une "communauté" à laquelle on

appartient par héritage, comme l'ethnicité, et non une conviction personnelle intime et forte. Il s'agit seulement d'affirmer une "identité collective", rien de plus.

L'Islam politique contemporain n'est pas le produit d'une réaction aux abus prétendus de la laïcité. Car aucune société musulmane des temps modernes – sauf dans la défunte Union Soviétique – n'a jamais été véritablement laïque. L'Etat semi moderne de la Turquie kémaliste, de l'Egypte nassérienne, de la Syrie et de l'Irak baathistes, s'était contenté de domestiquer les hommes de religion pour leur imposer un discours destiné exclusivement à légitimer ses options politiques. L'amorce d'une idée laïque n'avait pas de prise sur l'Etat ; et celui ci, emporté par son projet nationaliste a parfois reculé sur ce plan, comme en témoigne l'évolution inquiétante inaugurée du temps même de Nasser, opérant une rupture avec la politique que le Wafd avait adoptée depuis 1919. L'explication de cette dérive est peut être évidente : refusant la démocratie ces régimes leur substituaient « l'homogénéité de la communauté », dont on voit le danger grandir jusque dans la démocratie en régression dans l'occident contemporain lui-même.

Sans doute l'émergence des mouvements qui se réclament de l'Islam est l'expression d'une révolte parfaitement légitime contre un système qui n'a rien à offrir aux peuples en question. Plus important est de remarquer que le statut de périphérie dans le système capitaliste mondial s'est traduit par l'impotence de la bourgeoisie nationale, incapable de conduire une révolution démocratique bourgeoise, puis abandonnant, par crainte de l'émergence des revendications populaires, la cause de la modernité démocratique. Simultanément ce statut et l'exercice de l'autocratie qui l'accompagnait constituaient un handicap supplémentaire à l'organisation des classes ouvrières et paysannes. Cette double impotence des classes modernes fondamentales à régler par leurs luttes et/ou leurs compromis la question du pouvoir a ouvert la voie aux coups d'état et au nationalisme populaire, lequel a rapidement épuisé son potentiel de transformation de la société dans le sens exigé par l'affirmation de son indépendance vis à vis du système mondial dominant. Le nassérisme supprime par la violence les deux pôles autour desquels s'organisait la vie politique en Egypte : le pôle libéral bourgeois, au mieux modérément démocratique et le pôle populaire communiste. La dépolitisation que cette double suppression représentait a créé un vide que l'Islam politique a rempli, préparé par l'amorce d'islamisation de l'Etat et de la société entreprise par le nassérisme lui-même, pour faire barrage au communisme.

3. L'Islam politique moderne avait été inventé par les orientalistes au service du pouvoir britannique en Inde, avant d'être repris tel quel par le pakistanais Mawdudi. Il s'agissait de « prouver » que les Musulmans croyants ne sont pas autorisés à vivre dans un Etat qui ne serait pas lui-même islamique - anticipant sur la partition de l'Inde- parce que l'Islam ignorerait la possibilité d'une séparation entre l'Etat et la religion. Les orientalistes en question ont omis d'observer que les Anglais du XIIIe siècle n'auraient pas d'avantage conçu leur survivance hors de la Chrétienté !

Abul Ala Al Mawdudi reprend donc le thème selon lequel le pouvoir émane de Dieu et de lui seul, refusant le concept de citoyens ayant le droit de légiférer, l'Etat n'ayant que la charge d'appliquer la loi définie une fois pour toute (la « charia »). Joseph de Maistre avait déjà écrit des choses analogues accusant la Révolution du crime d'avoir inventé la démocratie moderne et l'émancipation de l'individu. L'Islam politique refuse le principe même de la démocratie – le droit pour la société de construire son

avenir par la liberté qu'elle se donne de légiférer. Le principe de la *Shura* que l'islam politique prétend être la forme islamique de la démocratie ne l'est pas, étant prisonnier de l'interdit de l'innovation (*ibda*). La *Shura* n'est que l'une des multiples formes de la consultation qu'on trouve dans toutes les sociétés pré modernes, pré démocratiques. En Egypte, Sayed Qotb, l'idéologue à l'époque des Frères Musulmans, adopte intégralement ces thèses qui le seront du Maroc à l'Indonésie. Qui dit mieux ! Un projet qui donne crédibilité au discours de l'orientaliste réactionnaire et islamophobe Bernard Lewis, selon lequel les Croyants étaient inéluctablement condamnés à se rallier à la formule, parce qu'elle constitue « l'Islam vrai » ! On doit se souvenir que les Frères ont été soutenus par la monarchie et la Grande Bretagne, avant d'être exilés en Arabie Séoudite par Nasser, dont ils sont revenus à l'appel de Sadate et de la CIA pour faire barrage au communisme.

Il n'y a, de ce point de vue fondamental, guère de différence entre les courants dits « radicaux » de l'Islam politique et ceux qui voudraient se donner un visage « modéré ». Le projet des uns et des autres est identique. Leurs propres textes, publiés, et qu'il faut lire avant d'en parler, l'attestent. Ces projets se donnent tous pour objectif la mise en place d'une théocratie au sens plein du terme. Ils récusent tous la démocratie, Allah seul étant autorisé à légiférer. Qui donc interprétera cette loi divine (la charia) qui établit le « règne » de Dieu (*hakimiya lillah*) ? Seuls les hommes de religion sont équipés pour le faire (*wilaya al faqih*), et c'est donc à eux seuls que doit revenir l'exercice de la totalité des pouvoirs, confondus. On a du mal à imaginer une société sans quelque forme de régulation juridique des pratiques que la vie impose. Si, comme l'Islam politique le propose, on récusé le législateur élu pour le faire, ce pouvoir ne peut être exercé que par des « juges » qui, par les pratiques du raisonnement par analogie, peuvent étendre la charia à des domaines nouveaux. Gouvernement des seuls « juges » comme le pratique en Somalie celui des « tribunaux islamiques », la forme véritablement suprême de l'Islam politique.

Simultanément tous ces programmes interdisent à l'Etat d'intervenir dans la vie économique, qui doit être intégralement soumise aux seules règles des rapports marchands, licites dans la charia. Le programme laisse donc intact le pouvoir réel des classes possédantes, interdit de s'attaquer à la propriété, qui est sacrée, aux fortunes, quelque importantes et inégalement réparties soient-elles. Les pratiques du capitalisme sont toutes considérées comme licites, à l'exception du prêt à intérêt (un interdit que les banques islamiques ont contourné sans difficulté). Par contre le socialisme, même réformiste modéré, est toujours impie. Le président Bush n'aurait pas dit mieux. On comprend que l'Islam politique prétendu modéré soit traité en allié par Washington. Seuls Hamas en Palestine et Hezbollah au Liban sont condamnés par les Etats Unis et leurs alliés européens. Sans doute parce que ces partis sont contraints par la géographie de résister aux agressions du sionisme.

Unis dans leur objectif final, les partis religieux en question, ne diffèrent que sur la question de la tactique pour y parvenir. Les « modérés » comme les Frères Musulmans préconisent l'infiltration des appareils d'Etat en place. Ils n'ont pas tort. Car un programme comme le leur, qui ne conçoit pas d'autre forme du pouvoir que violemment autocratique, ne gêne en rien les dictatures en place et les bourgeoisies compradore ! En fait ce sont les régimes en place qui préparent la dictature théocratique. Car si les islamistes sont parvenus à contrôler la société civile, c'est grâce à la complicité active des gouvernements. Simultanément l'Etat autocratique

intervient avec la dernière violence contre les mouvements sociaux populaires, interdit aux forces progressistes toute forme d'action (qualifiée immédiatement d' « agitation communiste »), interdit l'organisation indépendante de syndicats et de coopératives

4. La dérive du monde musulman contemporain en direction d'un projet d'Islam politique proposé en alternative refusant les termes du choix entre capitalisme et socialisme - tous deux qualifiés d'options strictement « occidentales » et partant étrangères à la culture des peuples concernés - et leur substituant la proclamation que « l'Islam est la solution », ne doit pas être traitée avec légèreté. Les réponses données au défi du type « s'allier à l'Islam politique » contre les régimes autocratiques, ou l'inverse, commandées par des considérations de stricte tactique politique à court terme ne prennent pas la mesure véritable du danger, qui est gigantesque.

Accepter, dans ces conditions, la « venue au pouvoir » des islamistes dits « modérés » par la voie électorale, comme le suggèrent certains démocrates occidentaux, c'est tomber dans le piège. La seule revendication démocratique qu'il faut défendre, c'est d'exiger la reconnaissance des droits des classes populaires et des forces progressistes à l'organisation et à l'action. Elles seules peuvent faire barrage au fascisme islamique.